

30 ANS DE
SOUTIEN À

LA LUTTE POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION ET À LA NUTRITION



La communauté LGBTIQA

Le droit de nourrir l'inclusion

Qu'entend-on par LGBTIQA ?

Les peuples ruraux sont les peuples vivant de l'agriculture artisanale ou de petite échelle, de l'élevage de bétail, de pastoralisme, de pêche, de sylviculture, de chasse et de cueillette, de produits artisanaux liés à l'agriculture ou d'un emploi corollaire dans une zone rurale. Les peuples ruraux comptent aussi les travailleurs salariés, indépendamment de leur statut juridique, de plantations et de grandes exploitations agricoles ainsi que d'entreprises agro-industrielles. Ils sont aussi travailleurs migrants saisonniers. Leurs identités sont aussi fluides et multiples que les paysages ruraux qu'ils habitent et sont aussi influencées par l'écosystème et le climat ainsi que par les relations économiques, socio-politiques et culturelles qu'ils entretiennent avec le monde urbain.

Quels sont leurs droits ?

Bien que la protection de ces groupes soit au cœur des principaux traités, tels que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDE-SC) et la Déclaration des droits de l'Homme des Nations Unies, cela ne suffit toujours pas à garantir leurs droits. Dans de nombreux pays, la législation nationale et les décisions de justice ne reconnaissent pas leurs droits et libertés fondamentaux.

On assiste en outre à une vague croissante de criminalisation contre les personnes à orientation sexuelle et identité de genre non-normatives, menant à des faits de discrimination, de marginalisation, de stigmatisation et à une insécurité sociale grandissante pour les personnes LGBTIQA. Dans certains pays, cela peut prendre la forme de violence, d'assassinats, d'emprisonnement et, dans certains cas, de peine de mort.

La pluralité sexuelle et le droit à l'alimentation en résumé

L'identité sexuelle ne peut être considérée isolément, car elle joue un rôle fondamental dans le développement des êtres humains, tant sur les plans physique que mental, ainsi que dans les relations qu'ils entretiennent avec d'autres êtres humains, avec l'environnement et avec leur contexte socio-économique.

A l'instar d'autres communautés marginalisées comme les femmes et les peuples autochtones, les personnes LGBTIQA qui expriment leurs choix relatifs à la sexualité rencontrent souvent des obstacles énormes dans leur parcours académique, pour entrer dans le monde du travail et/ou bénéficier de programmes d'aide sociale. En d'autres termes, les personnes qui ne définissent pas leur identité sexuelle par des orientations sexuelles socialement acceptables sont plus enclines à être discriminées dans les sphères politique, économique et sociale. Ces restrictions ont des conséquences considérables, notamment sur leur capacité à accéder à une nourriture adéquate, culturellement acceptable et suffisamment nutritionnelle.



Les défis actuels...

Les personnes LGBTIQ+ sont très généralement marginalisées et empêchées d'accéder à leurs droits civils et politiques, ainsi qu'à leurs droits économiques, sociaux et culturels. Elles sont discriminées par des institutions publiques, des services de sécurité, par le système éducatif et sur le marché de l'emploi. Cette discrimination structurelle mine leurs droits humains, créant un environnement d'exclusion extrême, au sein duquel elles ne peuvent répondre à leurs besoins fondamentaux ni exercer leurs droits fondamentaux.

De par cette marginalisation continue et systématique, les communautés LGBTIQ+ sont plus enclines à expérimenter la pauvreté, comme le souligne le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme : « (...) le nombre de personnes pauvres, de personnes sans abri et de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire est plus élevé parmi les LGBT que dans le reste de la population ».

Diverses études portant sur ces groupes le confirment. L'une d'entre elles, conduite aux États-Unis, montre que les communautés LGBT sont beaucoup plus souvent sujettes à l'insécurité alimentaire que le reste de la population. Cette situation s'aggrave au sein des groupes également discriminés sur d'autres plans et qui font face, par conséquent, à des contraintes financières encore plus fortes et à des difficultés accrues pour se nourrir. Dans l'un de ses rapports, la Commission inter-américaine des droits de l'Homme souligne la violence phénoménale dont souffre la communauté LGBTI à travers les Amériques et sa propension plus élevée à expérimenter la pauvreté et la faim.

Privées de ressources et d'opportunités, des personnes LGBTIQ+ en viennent à se prostituer pour survivre, échangeant des relations sexuelles contre de la nourriture et un toit. Des rapports accablants en milieu carcéral relatent la situation de personnes LGBTIQ+ forcées à se livrer à des actes sexuels pour obtenir eau et nourriture, et à consommer des aliments ou de l'eau insalubres.

À suivre dans le prochain numéro

Ne manquez pas le prochain numéro sur les défis auxquels sont confrontées femmes et les filles pour réaliser leur droit à l'alimentation.

Des approches nécessaires

Malgré des avancées considérables ces dernières décennies, les gouvernements opposent encore une forte résistance à changer les discours normatifs et à véritablement lutter contre la stigmatisation de ces communautés. Grâce à la lutte sans relâche des mouvements LGBTIQ+, leurs droits civils et politiques ont gagné progressivement en reconnaissance dans les législations internationale et nationale. En Inde, la persistance, l'organisation et la mobilisation de la communauté sont parvenues à ce que la Cour Suprême d'Inde reconnaisse l'existence d'un « troisième genre » et à faire avancer les droits des personnes transgenres dans le monde entier. Cela dit, deux ans après ce jugement décisif, les personnes transgenres en Inde doivent encore lutter pour leurs droits. La discrimination reste un problème dans le pays et les groupes affectés continuent leurs efforts.

À l'échelle mondiale, il faut rappeler qu'un expert indépendant a été nommé sur la protection contre la violence et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre par le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies en juillet 2016. Il s'agit là d'un pas socio-politique international considérable, mais plusieurs États membres ont exprimé non seulement leur opposition mais leur refus explicite de reconnaître le mandat de cet expert et de collaborer avec lui. Cela démontre une fois de plus l'importance et le potentiel de cette fonction.

Les espaces de politique internationale doivent s'atteler à répondre aux besoins spécifiques de ces communautés et à garantir leur participation dans tout processus décisionnel. Ces espaces doivent servir d'exemple et aider à changer les discours et les perceptions dominants sur les LGBTIQ+, afin que les législations nationales évoluent également. Les mécanismes de protection des communautés dans les sphères publique et privée doivent aussi servir à stopper toute forme de violence et de criminalisation à leur encontre.

Plus d'infos?
Contact delrey@fian.org